

## **« Cœur-sacré », cœur-diable. Michel Amine de l'UNDP s'adresse aux « élus » de son parti à l'Assemblée Nationale en RCA et aux Centrafricains**



En 2015, lorsque nous nous battions dans une campagne plutôt difficile, vue les conditions sécuritaires négatives déjà à l'époque, pour les élections législatives dans notre pays et après une période de transition remplie de tant de dangers, nous, à l'UNDP, n'avions qu'une idée en tête, offrir enfin à notre pays des élus dignes de porter notre démocratie *déambulante* à un niveau acceptable, bref, offrir à notre pays des hommes et des femmes de qualité pour légiférer non seulement sur les questions urgentes et brûlantes qui avaient jusque-là tenues notre nation en échec, faute de bonnes lois pour les réglementer, mais aussi sur des questions fondamentales de droit et de gestions justes.

C'était sans compter avec des personnes qui cachaient mal leurs intentions du ventre, affamés qu'ils étaient, se présentaient en chantres de la représentation devant un peuple complètement ignorant de ces intentions mal cachées d'égoïstes de premier rang. Aujourd'hui, comme je vous le faisais savoir dans ma récente lettre aux députés de notre auguste chambre, l'Assemblée Nationale de notre pays n'est plus fait que d'indigents économiques, y compris ceux de notre parti, qui ne bougent plus leurs petits doigts que pour mendier auprès d'un pouvoir qui a « tout », et qui « peut » tout, pour faire des honorables des déshonorés de notre politique.

Après deux ans de mandat à l'Assemblée Nationale, nos députés peuvent-ils honnêtement répondre à la question relative à leur rôle au sein de notre Assemblée ? Si oui comment comprendre qu'ils aient dans leur quasi totalité, tourné le dos à leurs partis d'origine pour embrasser un soit disant parti au pouvoir, rien que pour des besoins « économiques » ? C'est quoi ce dit « cœur sacré » qu'ils constituent autour d'un pouvoir de la mangeoire ? Une cellule de sorcellerie pour terminer d'achever un peuple déjà suffisamment meurtri et profondément appauvri en seulement deux ans du pouvoir Touadéra ? Ou alors un conglomérat de ragots déterminés à perdre un peuple déjà suffisamment désorienté par des groupes armés qui continuent inéluctablement à avancer vers la capitale pour en finir avec des insoucians au pouvoir et qui ne font rien pour nous rassurer ?

La Centrafrique mérite-t-elle de tels hommes à ces places hautement sensibles que constituent aussi bien les places au niveau de l'exécutif que du législatif, y compris naturellement du judiciaire ?

Je rappelle aux 14 députés de notre parti à l'Assemblée Nationale qu'ils feraient mieux de faire bloc pour jouer leur rôle dans notre Assemblée comme étant issu du parti qui constitue désormais le contre-pouvoir par excellence qui fait avancer les choses pour offrir au pays des lois qu'il mérite. Ceci dans le but d'ouvrir à notre pays des espaces de sortie de crise, plutôt que de faire vivre une léthargie imposée par un pouvoir qui joue au rat palmiste avec nos députés. **Je rappelle ici que notre parti n'a jamais signé quelque accord que ce soit avec le parti au pouvoir.** Nos tentatives de rapprochement sont restées vaines. Nos mains tendues n'ont pas été reçues. Mes rencontres en 2016 avec les officiels de notre pays à multiples occasions ressemblaient à un théâtre d'enfants, au cours desquels le ridicule atteignait son comble lorsqu'ils nous prenaient pour des quémandeurs de bonbons. Monsieur Touadera avait même dû me faire suspendre mon vol à Paris pour une rencontre qu'il n'a jamais honorée pour des raisons banales de fatigue et de famine. Ils ont oublié que la politique n'est pas faite pour malmenager les gens. La politique à succès crée des conditions de respect mutuel même lorsque les forces en présence n'ont rien en commun. C'est ahurissant de savoir que c'est ce type de comportement que nos députés se voient obliger de subir, puisqu'ils ont fait face à un pouvoir qui détient la caisse publique où il peut puiser librement pour les détourner de leur rôle premier vis-à-vis de leurs engagements envers notre peuple et envers leur parti.

Et ces députés qui ne connaissent plus la notion du parti comme base de la culture politique à partir de laquelle ils s'organisent et se soudent pour apporter d'une voix commune leur part de contribution à l'avancement de notre pays ! A l'idée seulement d'y penser, on se demande dans quel monde nous sommes. Sommes-nous si loin de la modernité pour ne pas comprendre ce que cela veut dire faire le choix de la démocratie plutôt que l'autocratie destructrice de nos espérances et des espoirs d'un lendemain meilleur pour nos peuples ?

Nos députés ont-ils seulement de leur vie lu les textes qui régissent une Assemblée comme la nôtre pour ne pas comprendre le sens de leurs actes de prostitution politique et de trahison de leurs partis ? J'imagine mal des députés élus au nom d'un parti, qui depuis deux ans, n'ont jamais pris part à la vie de leur parti, encore moins contribué financièrement à la vie de leur chère mère de parti qui les a enfantés en faisant d'eux ce qu'ils sont aujourd'hui.

Lorsque nos députés refusent de payer les maigres dix pour cent de leurs salaires à l'Assemblée Nationale pour faire fonctionner tant soit peu leur parti, engagement pour lesquels ils ont prêté serment au sein du parti, on comprend que l'égoïsme les a rongés jusqu'au fond d'eux-mêmes, et non seulement cela, que leur égo a atteint le seuil de l'inacceptable et prouve à volonté leurs intentions mendiantes auprès du gouvernement qui les attirent dans sa perdition, malheureusement non sans perdre le peuple qu'ils sont sensés représenter et défendre au travers des lois propres pour notre nation. Je me sens obligé de travailler durement à l'étranger pour continuer à financer un parti qui pourtant a accouché de personnalités qui se banalisent et désirent la mort du parti plutôt que de le voir grandir.

Mais ils se trompent, **l'UNDP est plus fort que jamais et le sera davantage dans les temps à venir.** C'est notre engagement et nous y travaillons.

Faut-il rappeler que ces derniers prennent naïvement appui sur un semblant de loi proprement anticonstitutionnelle votée récemment faisant des députés « démissionnaires » de leurs partis, des députés dits de la « nation ». C'est le lieu ici pour moi d'interpeler la Cour Constitutionnelle qui accepte ce jeu macabre pour notre démocratie et ferme les yeux sur les intérêts d'un pouvoir aux abois. Soulignons que la fonction de la Cour est inamovible et ne dépend pas du bon vouloir du pouvoir exécutif, même lorsque ce sera lui qui en nommerait les membres. L'indépendance de la fonction de la cour est sacrée et elle a intérêt de veiller à ce que des lois farfelues et librement orientées ne soient pas prises pour servir des intérêts inavoués des individuels plutôt que de notre peuple souverain.

Quand un pouvoir comme le nôtre actuellement, ignore tout des règles élémentaires de l'exercice démocratique et se paie le luxe de mener nos élus en bateau, la colère ne peut que monter au sein des populations qui se sentent trahies par leurs « représentants » qui ne vivent et n'agissent plus que pour eux-mêmes et pour les leurs. C'est cette colère qui fera notre perte en tant que peuple qui aime la tranquillité à ces comportements provocateurs de la part des gens qui refusent de se soucier de leur nation en détresse. **La Centrafrique mérite plus que cela.** Ce pays béni de Dieu qui a tout reçu : sol fertile, sous-sol rempli de trésors, mais au dessus, un peuple meurtri et souffrant, pauvre et malheureux ! Il ne sert à rien de continuer d'instrumentaliser nos députés dans le but de fragiliser les partis politiques dont l'apport au développement de notre démocratie est indispensable. Quant à nos députés, je leur donne à compter de la date de signature de la présente lettre, et ce jusqu'à la fin de cette année 2017, de se prononcer clairement sur leur choix : soit de revenir au sein du parti et accomplir tous leurs devoirs de militants de premier rang, soit de démissionner officiellement pour que tout soit clair. **Je rappelle que leur démission induit leur remplacement automatique à l'Assemblée Nationale par leurs suppléants qui sont connus. Si le pouvoir ou même le Bureau de l'Assemblée Nationale s'en oppose, que le peuple centrafricain soit témoin du jeu destructeur des gens qui nous tirent vers le bas. Ils en paieront les conséquences, parce que ni le peuple, ni les partis qui les rassemblent, ne laisseront pas passer.**

Nous, à l'UNDP disons non à une situation qui ne saurait durer. Deux ans à supporter de voir quelque chose bouger tant soit peu, deux ans à voir un pays s'enfoncer sous nos yeux sans qu'aucun effort soit fait pour semer un seul grain d'espoir pour un peuple en attente. La Bible dit qu'il y a un temps pour tout, un moment pour chaque chose sous le soleil (Ecclésiastes chapitre 3). Si notre peuple a vécu tant de temps de souffrance, j'ose croire que le temps de rire est arrivé, temps d'espoir accompli, temps de se relever et d'être heureux.

Que Dieu bénisse la République Centrafricaine

Michel Amine,

Président-Fondateur de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès en RCA  
A Marseille, ce 21 novembre 2017